

Roger A. TSAFACK NANFOSSO

REMA, Dschang School of Economics and Management

roger.tsafack-nanfosso@univ-dschang.org

LA CROISSANCE : UNE NOTION DÉPHASÉE EN AFRIQUE ?

En 1934, à la demande du Congrès américain soucieux d'avoir une idée précise des conséquences de la grande dépression sur la production économique réalisée en interne, Simon Kuznets développe un indicateur qu'il appelle produit intérieur brut (PIB). C'est cette grandeur qui fera l'objet d'une sorte de consensus pour mesurer la croissance, c'est-à-dire la somme des valeurs ajoutées qui capture en principe la variation positive de la production des biens et des services dans un pays et pour une période donnée. En d'autres termes, dès le départ, le malentendu de la croissance est celui du détournement d'une grandeur intérieure statique en une mesure du progrès. On le sait, la croissance est muette sur l'ensemble des mutations sociales, mentales, culturelles et économiques qui motorisent le progrès ou, si l'on préfère, le développement. Et si le développement est la « combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global » (François Perroux), alors la croissance est conséquemment un concept postérieur au développement. L'Afrique n'étant pas développée, la notion de croissance peut donc être en déphasage complet avec ce qu'il s'y passe et donc être inapte pour décrire et caractériser l'évident bouillonnement économique positif et pluridimensionnel dont témoigne ce continent depuis ces trente dernières années.

Pour tenter d'en rendre compte, je rappelle d'abord les reproches généralement formulés à l'encontre de la croissance et qui trouvent leur terrain de prédilection en Afrique. J'évoque les indicateurs alternatifs censés en corriger les défauts

avant d'examiner la forme la plus raffinée du mensonge que sont les statistiques (Benjamin Disraeli) s'agissant de la croissance en Afrique et ailleurs. Enfin, je mets en relief la notion et l'indicateur d'émergence non exempte de critiques mais qui nuance heureusement le rapport aux avancées économiques indéniables du continent.

1. La croissance est une notion récusée

Pour la Banque africaine de développement (BAD), l'informel est estimé à 55% du PIB du continent. Pour le Fonds monétaire international (FMI), cette estimation s'échelonne selon les pays entre 25% et 65% avec un poids compris entre 30% et 90% de l'emploi non-agricole. La taille de ce secteur est donc énorme en Afrique. Avec un tel niveau d'informalité qui s'insinue partout et brouille tout, la croissance est ici plus qu'ailleurs une notion polluée et récusée car vidée de son sens à maints égards.

En effet, comme on le sait, malgré les avancées des méthodes techniques, la croissance ne mesure pas (ou très imparfaitement ou partiellement) les résultats de l'activité informelle dont une part importante est non déclarée et donc non comptabilisée. Elle ne capture qu'approximativement la production des administrations et ne tient pas compte des productions non commercialisées, de l'art, des activités altruistes ou de la production domestique. Elle évalue mal ou pas les effets de long terme dans des secteurs de l'immatériel et des services, ne s'intéresse qu'aux agents économiques résidents et peut malheureusement comptabiliser positivement les effets d'un drame ou d'une catastrophe naturelle ou humaine. Elle ne fait pas de distinction entre les activités qui créent réellement de la valeur, de celles dont on pourrait remettre en question l'aspect productif telles que la publicité ou le marketing. Elle exclue les questions liées à l'inégalité sociale ou à la pauvreté, et néglige l'impact de l'activité sur l'environnement et les ressources naturelles. A bien y regarder, la croissance ne mesure que l'augmentation de la consommation de facteurs de production, or et c'est le cas en Afrique, la société peut progresser sans croissance, à partir d'une modification de la répartition des facteurs. Dans les conditions du progrès économique, l'enchaînement des stades ou des phases de la croissance qui peut être constaté statistiquement à la Colin Clark (d'abord le primaire, puis le secondaire et enfin le tertiaire) ne fonctionne pas en Afrique ; mais cela ne signifie pas absence de progrès, loin s'en faut. En 1968, Robert Kennedy a conclu un discours par cette phrase quelque peu cruelle : « En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui

fait que la vie vaut la peine d'être vécue ».

2. La croissance est une notion challengée

La conscience des insuffisances ci-dessus évoquées a conduit à challenger la croissance en proposant de nombreuses alternatives pour traduire en vérité statistique la réalité des dynamiques économiques, sociales, et écologiques à l'œuvre dans les pays, en particulier ceux d'Afrique. Evoquons quelques-unes à titre d'illustration.

L'indicateur de développement humain (IDH) est une de ces alternatives emblématiques. Développé en 1990 par Amartya Sen et Mahbub ul Haq pour le Programme des Nations-unies pour le développement (PNUD), cet indicateur composite conjugue trois critères : PIB par habitant, santé à travers l'espérance de vie à la naissance, et éducation à travers le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation. Malgré le rajout ou la prise en compte de la dimension genre (avec la construction d'un IDHG) et des inégalités (avec la construction d'un IDHI), l'IDH qui est développé à partir du PIB en absorbe aussi les défauts d'où sa substitution à partir de 2011 par le revenu national brut. Par ailleurs, l'IDH est calculé sur la base d'un mix de données à la fiabilité douteuse en Afrique, provenant de sources très différentes (Nations-Unies, UNESCO, Banque mondiale, FMI, et même des chiffres élaborés par des chercheurs) qui entachent la cohérence. Il ne tient pas compte des inégalités de revenus ou sociales dans les pays ni de l'élargissement des choix et donc de la liberté (pourtant chère à Sen) qu'implique le progrès, il repose sur des jugements de valeur dans les choix de pondérations entre les trois composantes, il ignore la distribution des conditions individuelles de vie dans chaque pays, et il peine à retranscrire le caractère durable ou non de l'économie d'un pays.

L'indicateur de richesse inclusive (IRI) a été présenté en 2012 par les Nations-Unies lors du sommet sur l'environnement RIO+20 sur la base des travaux de Partha Dasgupta et Kenneth Arrow. Cet indicateur a pour finalité de rendre

compte de la mesure dans laquelle les sociétés humaines accroissent ou détruisent la somme des capitaux (manufacturé, humain, naturel et social) qui sous-tendent leur bien-être aujourd'hui et dans le futur. Ce n'est pas peu de parler de « somme des capitaux » car la méthodologie des auteurs intègre un éventail complexe et très large (si ce n'est complet) des éléments généralement constitutifs des capitaux considérés. Avec la cohérence de son effort inclusif et en s'inscrivant ainsi dans la capture de la durée dans une ambition de soutenabilité, l'IRI crée effectivement une rupture paradigmatique avec les indicateurs précédents. En dépit de son indéniable séduction, il n'inclut ni le capital santé, ni les dommages liés aux émissions de carbone et tient compte de variables indispensables à sa complétude mais extrêmement difficile à mesurer en Afrique. Par ailleurs, l'IRI qui évalue la durée considère que la soutenabilité est présupposée alors qu'elle devrait être évaluée, et pose que le mécanisme d'allocation des ressources dans le temps est supposé connu. Il affirme que les mêmes capitaux impliquent inconditionnellement les mêmes effets à travers le temps, considère les prix implicites comme pertinents pour informer sur la contribution des capitaux au bien-être et exclut aussi bien les inégalités que les risques écologiques majeurs.

L'indice du progrès social (IPS) a été développé entre 2009 et 2013, et présenté d'abord en 2014 pour quelques pays puis à partir de 2015 de manière plus complète, par la *Social Progress Imperative*, un puissant consortium privé américain qui a confié la présidence de ce projet à Michael Porter. Il s'agit d'un indice composite intégrant cinquante-deux indicateurs rangés en trois axes : les besoins humains de base (alimentation et soins médicaux de base, eau et assainissement, logement, sécurité personnelle), les fondements du bien-être (accès aux connaissances de base, accès à l'information et aux communications, santé, soutenabilité des écosystèmes), et les « opportunités » (droits personnels, libertés et choix personnels, tolérance et inclusion, accès à une éducation avancée). A partir de principes méthodologiques irréprochables, l'indice séduit par ses qualités de synthèse, de maîtrise des aspects spécifiques (comparaison ou évolution de chacune des composantes) et de grande transparence par son ouverture à la critique et aux débats. Du fait son ancrage institutionnel, le IPS ambitionne de s'appliquer à tous les niveaux et à toutes les échelles, de

l'entreprise multinationale à l'entité politique supranationale, des municipalités aux petites entreprises, des régions aux pays. Par conséquent, s'il parvient à mettre en cohérence des attentes et besoins des acteurs aux niveaux micro, méso et macro (économique, social et politique), alors il pourrait permettre un réel basculement « au-delà du PIB ». Mais malgré ses atouts, cet indice accorde un poids trop lourd au bien-être individuel, ne tient pas compte du chômage ou du sous-emploi, ignore la protection sociale et d'importantes dimensions des inégalités, s'intéresse à la tolérance religieuse mais aussi vis-à-vis des homosexuels par exemple, minore la composante écologique, opère des choix contestables (préférence pour les émissions de gaz à effet de serre par unité du PIB et non pas l'empreinte carbone par habitant), intègre des indicateurs provenant des enquêtes d'opinion ou de satisfaction et le classement Shangai des universités, etc. La difficile maîtrise de ces données en Afrique, les choix contestables tout comme l'insertion de variables défavorisantes voire tabous ne rendent pas justice à la place que peuvent occuper les pays africains dans le classement.

Le bonheur national brut (BNB) a été inventé en 1972 par Jigme Syngye Wangchuck, le Roi du Bouthan et inséré dans la constitution de son pays en 2008. Depuis 2012, il s'agit d'un indice composite qui évalue trente-trois indicateurs répartis en cent vingt-quatre variables qui déclinent les neuf grands domaines nécessaires au bien-être du peuple bhoutanais : bien-être psychologique, santé, utilisation du temps, éducation, niveau de vie, diversité écologique et résilience, diversité culturelle et résilience, bonne gouvernance, et vitalité de la communauté. Le BNB est déterminé au moyen d'une enquête auprès de la population. Chaque domaine est évalué par rapport à un seuil de suffisance, l'enquête visant à mettre en évidence ceux dans lesquels il y a des manques, de façon à mieux orienter les politiques. On a ainsi un regard transversal sur chaque action et politique publique car chaque projet est passé au crible de toutes les dimensions du BNB et pas uniquement celles du domaine directement concerné par l'action analysée. L'indice est heureusement complété par des outils de projection, de sélection et de suivi des politiques permettant d'évaluer leur impact suivant chacune de ses branches. Cet indice a reçu un enthousiasme certain avec la reconnaissance des Nations-Unies qui a décrété

le 20 mars comme étant la journée officielle du BNB. Mais bien qu'il s'agisse d'une avancée importante en ce qu'on cible surtout la population « non encore heureuse », cet indice ne permet pas de visualiser les inégalités, est critiquable sur la sélection des priorités, exalte un possible bonheur dans la misère, est organisé à partir du système des valeurs d'un pays précis (Bouthan) et d'une religion (le Bouddhisme) qui est quasiment inconnue en Afrique.

L'indice de progrès véritable (IPV) existe depuis 1995 à l'initiative de fondation américaine *Redefining Progress*. Prolongement de l'indicateur de bien-être économique durable (IBED) développé en 1989, l'IPV et un indice composite incluant vingt-six indicateurs sociaux, environnementaux et économiques qui cherche, à partir de la mesure traditionnelle de la consommation des ménages, à rajouter diverses contributions à la richesse « réelle » et au bien-être (activité bénévole, travail domestique, etc.), et à soustraire ensuite la valeur estimée des « richesses perdues », qu'elles soient naturelles (destruction de la couche d'ozone, autres dommages à l'environnement, destruction de ressources non renouvelables, etc.), ou sociales (coût social du chômage, des délits, des accidents de la route, progression des inégalités, etc.). En dépit de certains de ses indéniables atouts, cet indice pêche par deux grands défauts : d'abord, il prétend tout évaluer en unités monétaires (ce qui donne lieu à des acrobaties techniques très discutables), mais surtout le niveau de vie matériel joue un rôle tellement important dans son calcul que même les déductions monétaires liées aux variables sociales et écologiques n'influencent guère le résultat obtenu. Par conséquent, alors qu'il devait être une alternative au PIB, c'est le PIB qui en détermine en réalité le niveau. Les avancées qu'on en attendait sont donc très faibles.

3. La croissance est une notion démentie

L'énumération non-exhaustive précédente est édifiante mais périphérique en ce sens qu'elle s'attache aux alternatives et non pas à la croissance elle-même, qui est de plus en démentie de l'intérieur si l'on peut dire. Souvenons-nous de cette phrase de Benjamin Disraëli : « Il y a trois sortes de mensonges : le mensonge

ordinaire, le satané mensonge, et la statistique ». La statistique serait donc la forme la plus raffinée du mensonge... qui conduit à des « *poor numbers* » selon la belle expression de Morten Jerven.

Les chiffres de la croissance apparaissent ainsi sans contenu véritable et/ou réel. En 2010, le Ghana annonce brusquement que son PIB est passé de 25,6 à 44,8 milliards de cedis soit une augmentation de l'ordre de 60%, ce qui le fait passer en une nuit de pays à faible revenu à pays à revenu intermédiaire. Une simple modification de la base statistique avait conduit à ce résultat que le FMI, après quelques hésitations, validera une année plus tard. Plusieurs autres pays dans le monde (dont trente-sept en Afrique) ont suivi la même méthode et ont considérablement révisé à la hausse leur niveau de création de richesses. Le Malawi a ainsi vu croître son économie de 40%, celle du Bénin a également bondi de 36%, celle du Sénégal de 30%, celle du Kenya de 25%, et celle du Cameroun a augmenté de 8%. Cette technique a permis au Nigeria de quasiment doubler la taille de son économie pour devenir statistiquement la première économie du continent devant l'Afrique du Sud. En 2014, la France a aussi procédé à un changement de base qui induit désormais une comptabilisation en investissement des sommes que les agents économiques dépensent pour la recherche et développement, alors qu'elles étaient auparavant considérées comme consommations intermédiaires. Il en a résulté une révision substantielle à la hausse du niveau du PIB sur l'ensemble de la période.

Certains pays (comme l'Inde entre autres) mesurent désormais leur PIB en fonction des prix de marché et non plus au coût des facteurs pour prendre en compte la valeur ajoutée brute aux biens et services ainsi que la fiscalité indirecte. Cette modification a mécaniquement induit une hausse de 7% de cette grandeur.

En application des nouvelles normes comptables européennes publiées par Eurostat, et suivant en cela les Etats-Unis arrimés dès 2013, plusieurs pays (Italie, Royaume-Uni, Espagne et Belgique entre autres) ont décidé en 2014 d'intégrer dans leur PIB des estimations de l'économie souterraine (drogue, prostitution, trafics divers). La comptabilité nationale française, qui effectuait déjà des redressements pour prendre en compte les activités dissimulées

(travail au noir, contrebande, etc.), a décidé d'intégrer des estimations du trafic de drogue, mais pas de la prostitution clandestine. Ces ajustements ont aussi considérablement amélioré les données existantes. En Espagne par exemple la prise en compte de l'économie parallèle a conduit à une hausse de 4,5% du PIB, tandis la hausse était de l'ordre de 10% pour l'Italie.

Il devient donc très difficile dans ce contexte de savoir de quoi on parle au juste, en niveau comme en variation, lorsqu'on évoque la croissance. Nous sommes tous priés de faire confiance au niveau généralement très élevé du capital humain et à la puissance des calculateurs des institutions mises à contribution lorsqu'il faut produire cet indicateur. Or la contestation et la contradiction proviennent de l'intérieur, rendant illusoire les discours sur l'interprétation des chiffres de la croissance.

4. La croissance est une notion remplacée (ou à remplacer)

D'abord « marché émergent » puis peu à peu « économie émergente », le concept d'émergence lancé par Antoine Van Agtmael en 1981 qui semblait focalisé sur certains pays (y compris le Brésil, la Russie, l'Inde, la Corée, l'Afrique du sud -BRICS-, la Turquie, mais pas seulement) connaîtra un retentissement considérable en Afrique (Steven Radelet évoquera même une « Afrique émergente » en 2010), entre autres parce que cette partie du monde y a probablement perçu une perspective beaucoup plus atteignable (ou moins lointaine si ce n'est chimérique) que celle de développement. Aujourd'hui, 37 pays sur les 54 que compte le continent ont un plan émergence avec des horizons plus ou moins différents.

L'inconfort progressif de l'Afrique vis-à-vis des indicateurs devant rendre compte de sa situation économique réelle l'a conduit à une certaine méfiance vis-à-vis du PIB qui, outre les problèmes évoqués plus haut, ne rend pas compte des avancées en matière de gouvernance, de la progression fulgurante dans les télécommunications, des processus dynamiques de démocratisation, de l'irruption féminine dans la sphère publique, de la montée en puissance

de partenaires économiques autres que ceux en provenance de l'Europe et de l'Amérique, de l'apparition d'une classe moyenne de plus en plus visible et fortunée, de la montée des vigies que sont les organisations non gouvernementales, de la fin progressive de la crise de la dette, de l'amélioration des infrastructures, de l'apparition des entreprises mondiales africaines, de l'augmentation des investissements directs étrangers, de la volonté d'intégrer les questions environnementales, etc.

La réflexion vers le remplacement de cet indicateur s'est accélérée et concrétisée en mars 2015, lorsque la huitième Conférence conjointe des ministres de la Commission économique nations unies pour l'Afrique (CEA) et de l'Union africaine (UA) a expressément demandé à la Commission de l'UA, à la CEA et à la Banque africaine de développement (BAD) de « mettre au point un indice de mesure du niveau d'émergence des pays africains ».

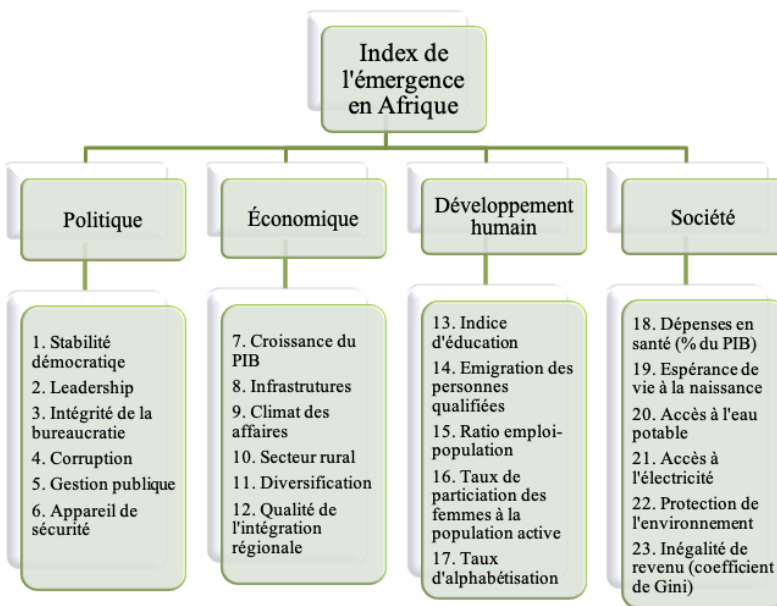
C'est qu'à l'évidence, au moins pour l'Afrique, l'émergence n'est ni la croissance ni le développement. J'ai précisé plus haut que la croissance est la somme des valeurs ajoutées qui capture en principe la variation positive de la production des biens et des services dans un pays et pour une période donnée. J'ai repris François Perroux pour indiquer que le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global. Malheureusement focalisées sur (ou influencées par) ce qu'il se passait jusque-là dans des pays comme les BRICS, la Turquie, le Mexique, l'Indonésie et autres, les analyses disponibles ont semblé établir une consanguinité stricte entre émergence et croissance tant elles caractérisaient essentiellement le phénomène par une croissance à la fois élevée et de longue durée (Alain Bienaymé, Eric Rougier, Alain Piveteau, Julien Verceuil, Steven Radelet, etc.).

Mais les changements indéniables que l'on observe en Afrique depuis quelques décennies montrent qu'ici l'émergence s'en démarque car il s'agit d'une mutation beaucoup plus holistique, complexe et contextualisée. Elle est alors définie comme étant « un processus de transformation économique soutenue qui se traduit par des performances aux plans social et humain et qui prend place dans un contexte politique et institutionnel stable susceptible d'en assurer la

soutenabilité » (Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, *Index de l'émergence en Afrique 2017*, Editions Prame et Obema, Niamey, Février 2018, page 9).

A partir de cette idée, un cadre opératoire destiné à saisir les dynamiques éventuelles d'émergence est construit autour de quatre dimensions (politique, économique, développement humain et société) et de vingt-trois indicateurs tels qu'ils apparaissent dans la figure suivante.

Figure 1 : Structuration de l'index d'émergence



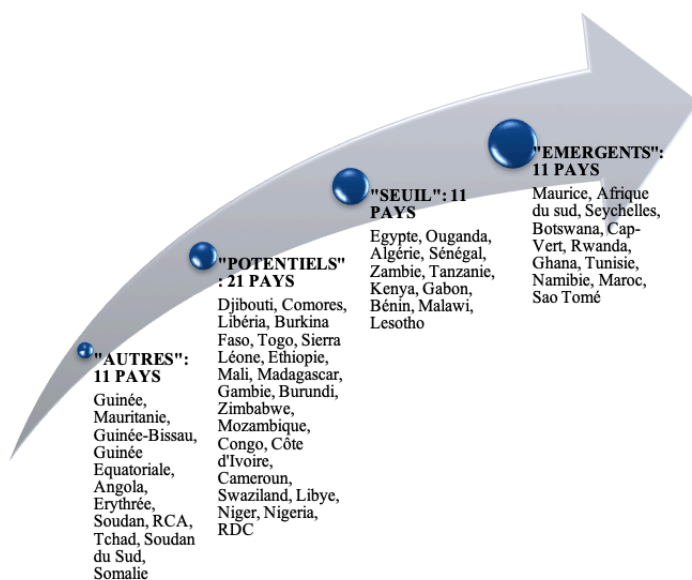
Source : Gazibo et Mbabia (2018, p.11)

A l'analyse, il faut bien reconnaître l'effort mis en œuvre pour intégrer suffisamment de variables susceptibles de rendre compte aussi fidèlement que possible des mutations multidimensionnelles en cours dans le continent. Le nombre d'indicateurs a été involontairement limité à vingt-trois. En effet, certaines données souhaitées pour accroître davantage la qualité de cet index

n'étaient pas disponibles (pour tous les pays ou pour certains), en particulier à cause de la faiblesse hélas bien connue des appareils statistiques du continent. Par exemple, des indicateurs comme la mesure de la classe moyenne, le retour de la diaspora (surtout les scientifiques et ingénieurs), la capture de la politique de recherche-développement, etc. n'ont pas pu être intégrés, en dépit de l'influence qu'ils peuvent en principe avoir sur l'émergence. On espère par conséquent un affinement de l'index au fur et à mesure que des données de cette nature seront disponibles.

A partir de cette construction, l'Index de l'émergence en Afrique (IEA) dégage cinq quintiles constitués de pays ayant des notes moyennes allant de zéro (mauvais) à cent (meilleur). Le quintile supérieur (performance comprise entre 54,41 et 68,04) est constitué de pays « émergents » car engagés dans un processus de transformation économique soutenu dans un contexte sociopolitique inclusif et institutionnel stable susceptible d'en assurer la soutenabilité ; le quatrième quintile (performance comprise entre 46,26 et 53,11) contient les pays du « seuil » ; c'est-à-dire ceux qui sont à la limite au-delà de laquelle pourrait s'amorcer le processus d'émergence ; les pays du troisième (performance comprise entre 44,24 et 46,16) et deuxième (performance comprise entre 38,64 et 44,17) quintiles sont qualifiés de « potentiels » car ils possèdent des capacités et des ressources importantes mais non encore mobilisées pour l'émergence. Le dernier quintile (performance comprise entre 15,55 et 38,47) contient les « autres », c'est-à-dire ceux qui ne sont pas encore candidats à l'émergence. La physionomie du continent qui en résulte est donnée par la figure suivante (l'ordre d'apparition des pays du fait de leur performance est respecté dans chaque cluster).

Figure 2 : Situation des pays face à l'émergence



Source : Auteur

A l'observation de la situation des pays vis-à-vis de l'émergence telle qu'elle apparaît dans la figure, on constate la distance qu'il peut y avoir entre un tel classement de l'IEA et celui qu'on aurait obtenu avec la croissance en niveau comme en durée, puisqu'alors des pays comme la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Nigéria, l'Angola, etc. n'auraient pas été aussi « mal classés ». De même on peut être surpris de constater que le Cap-Vert ou Sao Tomé apparaissent comme des pays émergents, alors que l'Egypte, le Sénégal ou le Kenya ne semblent encore n'en être qu'au seuil... Des pays qui avaient été qualifiés d'émergents par Steven Radelet comme le Burkina Faso, l'Ethiopie, le Mali ou encore le Mozambique, ne sont ici simplement dotés que d'un potentiel d'émergence...

Pour conclure cette brève contribution et répondre à la question de départ, on peut dire que la croissance semble effectivement être une notion déphasée en Afrique, au profit de l'émergence en construction. On doit cependant reconnaître que le chemin à parcourir reste encore très long. Il faut en effet une politique organisée de large diffusion et d'appropriation minimalement

continentale du nouvel outil, et il faut que sa parution s'inscrive dans la durée pour qu'on puisse disposer d'une série de plus en plus longue. Il est urgent qu'une ou plusieurs institutions internationales de renom et dotées d'une autorité reconnue (FMI, Banque mondiale, Nations unies à travers la CEA) endossent cet index ; et aussi (peut-être surtout) que les chefs des Etats du continent africain s'en emparent et en imposent en quelque sorte l'utilisation lorsqu'il s'agit de l'analyse économique de leurs pays (certains pays africains ont bien changé de dénomination ou de drapeau au cours de leur histoire et ont imposé avec succès cette nouveauté à toute la communauté internationale).

Mais il y a autre chose : Jean Gadrey qui analyse depuis des années et avec lucidité la vie des indicateurs économiques, souligne leur dépendance à la puissance des lobbys qui ont participé à sa création, à la dramatisation de l'accueil qui lui est réservé. En février 2015, il note dans son blog : « Les raisons qui peuvent expliquer qu'un indicateur l'emporte (médiatiquement et politiquement), en particulier comme référence internationale, alors que beaucoup d'autres sombrent assez vite dans l'oubli, sont multiples. Elles ne tiennent pas qu'à ses qualités statistiques intrinsèques (qualité des méthodes et des données, transparence, etc.), ni à la pertinence des enjeux qu'il couvre ou prétend couvrir. Ce qui est en réalité décisif est d'une part la force des « réseaux d'intéressement » qui se constituent autour de cette innovation, une force qui en assure la promotion, en particulier auprès de « décideurs » influents. C'est d'autre part le fait que cette innovation parvient, moyennant ce « marketing », à donner envie, à séduire, ou à rencontrer des attentes, en particulier celles de ces décideurs, quand bien même l'indicateur aurait de graves imperfections, souvent cachées ».

Dans ces conditions, l'IEA devra encore faire ses preuves pour emporter conviction, adhésion, diffusion et adoption. On peut lui souhaiter bonne chance...